

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

On estime qu'après une croissance de 3,0 % en 2019, l'économie du Botswana s'est contractée de 8,9 % en 2020, le confinement dû à la COVID-19 et les autres restrictions de mouvement ayant réduit l'activité économique. Du côté de l'offre, la production de l'exploitation minière a grandement décliné, en raison principalement de la baisse de la demande mondiale pour les diamants. La production hors exploitation minière a également chuté, à cause des restrictions nationales provoquées par la pandémie et de la faiblesse accentuée des marchés mondiaux. Les sous-secteurs qui ont été les plus touchés sont le commerce, la construction, la production manufacturière, les hôtels et les restaurants et les transports et. La baisse de la demande agrégée a également été préjudiciable pour les investissements et la consommation.

La politique monétaire a été accommodante pour soutenir la croissance, tirant parti de la faible inflation prévalente. Les baisses de la demande et des prix du carburant ont contribué à une réduction du taux d'inflation annuelle, qui est passé de 2,8 % en 2019 à 1,9 % en 2020, en dessous de la fourchette cible de 3 à 6 % de la Banque du Botswana. La Banque centrale a baissé son taux directeur à 3,75 % en octobre 2020, après l'avoir maintenu à 4,25% d'avril à septembre 2020 et à 4,75% de septembre 2019 à mars 2020. On estime que le déficit fiscal s'est creusé à 8,7 % du PIB en 2020 alors qu'il se situait à 4,2 % en 2019, avec des dépenses plus élevées en lien avec la COVID-19 et des recettes fiscales diminuées en raison de la réduction de l'activité économique et des importations. Le déficit est financé au moyen d'emprunts domestiques et extérieurs et d'un prélèvement sur les réserves. La dette publique du Botswana, estimée à 17 % du PIB en 2020, est faible et viable. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 11,2 % du PIB en 2020 alors qu'il était de 7,6 % en 2019, principalement en raison de la baisse des prix des diamants et d'une diminution des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Les réserves de changes ont décliné, à un niveau encore relativement élevé, atteignant 5,3 milliards d'USD en fin novembre 2020 (suffisamment pour couvrir 10,9 mois d'importations), alors qu'elles étaient de 6,2 milliards USD en décembre 2019.

Perspectives et risques

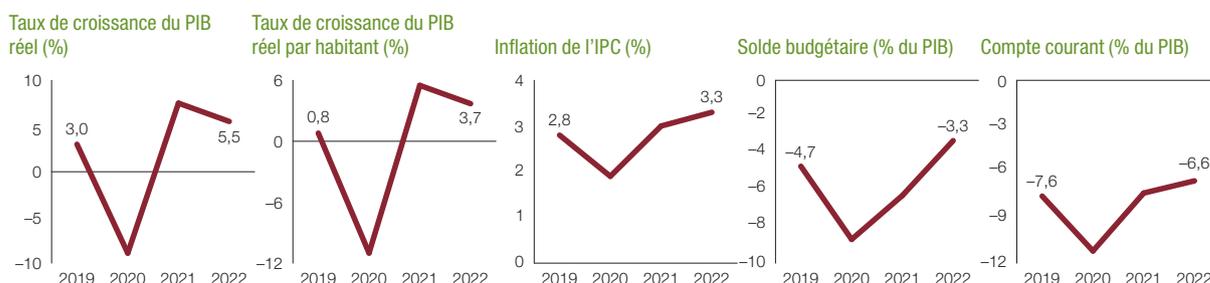
La croissance réelle du PIB devrait connaître un redressement à 7,5 % en 2021 et 5,5 % en 2022, si l'on se base sur une reprise de la demande interne tandis que les répercussions de la pandémie déclinent et sur un rebond des prix des

matières premières en raison de la réouverture des économies mondiales. Les perspectives de croissance dépendent de la poursuite des réformes de l'environnement commercial et des interventions gouvernementales contre la COVID-19, notamment le Plan de reprise économique et de transformation (ERTP, Economic Recovery and Transformation Plan). Les risques d'une baisse de la croissance incluent une plus faible demande de diamants si la reprise économique mondiale est affaiblie par de nouvelles vagues d'infection. Il existe également des menaces de sécheresses persistantes et des répercussions négatives des mauvaises conditions économiques en Afrique du Sud sur les exportations du Botswana et les recettes de la SACU. Le déficit fiscal devrait se réduire à 6,3 % du PIB en 2021, avec des recettes internes qui reprennent. Le déficit du compte courant pourrait s'améliorer pour atteindre 7,4 % du PIB en 2021, en fonction de la rapidité de la reprise des industries du diamant et du tourisme. L'inflation devrait se situer dans le moyen terme dans la fourchette cible des 3 à 6 % de la banque centrale, mais pourrait être plus élevée si la reprise des prix mondiaux des produits de base est plus rapide que prévu et si les contraintes sur l'offre globale persistent avec l'éventuelle instauration de nouveaux confinements à travers le monde. Le retour à cette forme extrême de distanciation sociale pourrait miner l'activité économique et la demande globale et maintenir l'inflation à un niveau plus faible que le niveau prévu. Les perspectives de croissance continuent d'être assombries par la pauvreté, le taux de chômage et les inégalités relativement élevés au Botswana, en particulier chez les jeunes et les foyers dirigés par des femmes, ces deux catégories étant susceptibles d'être affectées de manière disproportionnée par la pandémie.

Questions et options de financement

Le coût estimé du Plan de reprise économique et de transformation (ERTP) est de 1,3 milliard USD (7,6 % du PIB) sur deux ans et demi. En raison de ses faibles niveaux d'endettement, le Botswana peut financer le plan à partir de sources domestiques et étrangères. Sur le plan domestique, le gouvernement a augmenté de 50 % l'émission de ses obligations. Les autres options incluent le renforcement de la mobilisation des recettes internes et une nouvelle priorité accordée aux dépenses publiques. Le gouvernement dispose également d'une marge de manœuvre budgétaire pour emprunter à l'étranger.

Les données proviennent des autorités nationales; les estimations (e) et les prévisions (p) sont fondées sur les calculs des auteurs; *les exercices fiscaux commencent en avril d'une année et se terminent à la fin de l'année suivante.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.